

## Interview

### Dr Berhe TEKOLA

Directeur de la Division de la production et de la santé animale  
Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

*L'augmentation de la population, la prospérité croissante et l'urbanisation engendrent une demande accrue de produits animaux, en particulier dans les pays en développement. La demande mondiale devrait augmenter de 70 pour cent pour nourrir une population qui atteindra selon les estimations 9,6 milliards d'habitants en 2050.*

*L'augmentation de la demande est en grande partie satisfaite grâce à des formes modernes d'élevage intensif, qui connaissent une expansion rapide, parallèlement aux systèmes traditionnels, qui continuent d'exister et sont cruciaux pour les équilibres socio-économiques de certaines régions du globe.*

*La croissance de la demande présente donc des opportunités pour les populations pauvres qui dépendent de l'élevage pour se nourrir et gagner leur vie et dont le nombre est estimé à 1 milliard. Le secteur de l'élevage est aussi le plus grand utilisateur mondial de terres agricoles, comme pâturages ou pour la production de cultures fourragères. Il joue donc un rôle majeur dans le changement climatique, la gestion des ressources en terres et en eau et la conservation de la biodiversité.*

### **Monsieur le Directeur, pouvez-vous nous rappeler le rôle et les activités de la FAO en matière d'élevage et de santé animale ?**

Les activités de la FAO en matière d'élevage et de santé animale sont coordonnées par la Division de la production et de la santé animales (AGA) au sein du Département de l'Agriculture. Elles font intervenir des spécialistes de la production, de la santé et de l'économie animales présents au siège à Rome, dans les bureaux décentralisés de la FAO mais également les Centres d'urgence pour les maladies animales transfrontalières (ECTAD). AGA s'efforce d'aider les États Membres à tirer pleinement parti de la contribution que la croissance et la transformation rapides du secteur de l'élevage peuvent apporter à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (SDG). AGA s'attache à sauvegarder la santé

animale et la santé publique vétérinaire, à maintenir la diversité zoogénétique et à minimiser l'impact de l'élevage sur l'environnement.

AGA est fréquemment appelée à participer aux interventions d'urgence déclenchées soit par l'apparition de maladies animales transfrontières soit pour d'autres catastrophes pouvant sérieusement compromettre les moyens d'existence liés à l'élevage. Le Service de la santé animale (AGAH), au sein d'AGA, est la source d'expertise technique à laquelle la FAO fait appel pour maîtriser rapidement et efficacement les crises dues aux maladies transfrontières. À l'appui des États Membres touchés ou menacés par une maladie animale, AGAH mène des activités associant la détection précoce des maladies à l'alerte et l'intervention rapides. L'alerte rapide s'appuie sur la collecte d'informations concernant les maladies et sur la surveillance, opérations menées conjointement avec l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). Le Centre de gestion des crises - santé animale (CMCAH), qui constitue la branche opérationnelle du Système FAO de prévention et de réponse rapide contre les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes (EMPRES) conjointement avec la Division FAO des opérations d'urgence et de la réhabilitation, est chargé des activités d'intervention rapide.

En soutien aux États Membres de la FAO, AGA conçoit et exécute des projets spécifiques financés par la FAO et/ou par des donateurs.

S'inspirant des meilleures connaissances techniques et scientifiques actuelles ainsi que de l'expérience acquise à la faveur des projets sur le terrain, nous élaborons des directives et des pratiques optimales afin de promouvoir des modes d'élevage qui favorisent l'utilisation durable des ressources naturelles.

Nous effectuons régulièrement des évaluations rétrospectives et prospectives du secteur de l'élevage et élaborons des stratégies et des politiques visant à

atténuer les impacts négatifs et à renforcer les effets positifs de la production animale.

La division est chargée de donner en temps utile aux gouvernements nationaux et à la communauté internationale des informations objectives et complètes sur les tendances régionales et mondiales du secteur de l'élevage.

Nous assurons le secrétariat de trois commissions régionales qui ont été créées expressément pour traiter de questions intéressant le secteur de l'élevage: la Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse (Commission EUFMD), la Commission de la production et de la santé animales pour l'Asie et le Pacifique (APHCA) et la Commission du développement du secteur de l'élevage pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CODEGALAC) et le secrétariat du Programme contre la trypanosome africaine (PAAT). AGA est aussi le secrétariat technique du Groupe de travail technique intergouvernemental sur les ressources zoogénétiques, un corps auxiliaire de la Commission sur les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

**En 2015, l'Assemblée générale des Nations-Unies a adopté les Objectifs du Développement Durable (ODD). Comment le secteur de l'élevage participera-t-il à la réalisation de ces Objectifs ?**

Le secteur de l'élevage peut contribuer directement ou indirectement à chacun des ODD: renforcer les actifs que les ménages ruraux utilisent pour atteindre leurs objectifs de subsistance, augmenter la consommation directe d'aliments d'origine animale, contribuer à générer des revenus, soutenir la création d'emplois, le monde avec des approvisionnements en viande, lait, œufs et produits laitiers suffisants et fiables, améliorant le développement cognitif et physique des enfants, la scolarisation et la performance, autonomisant les femmes rurales, améliorant l'utilisation des ressources naturelles, élargissant l'accès aux énergies propres et renouvelables, croissance économique durable, générer des recettes fiscales, gagner des devises, offrir des opportunités de valeur ajoutée et d'industrialisation, stimuler l'entreprenariat des petits exploitants et combler les inégalités, promouvoir des modes de consommation et de production durables, accroître la résilience des ménages pour faire face aux chocs

climatiques, rassembler plusieurs parties prenantes pour atteindre tous ces objectifs de développement durable.

Cependant, un certain nombre d'interactions complexes doivent également être traitées. Le faible niveau de dotation en facteurs dans les pays en développement pourrait empêcher les éleveurs pauvres de bénéficier de la croissance économique rapide du secteur; l'augmentation de la production à court terme par la surexploitation des ressources peut entraîner une baisse de la productivité à long terme; bien que l'intensité des émissions diminue, une augmentation de la production entraînera une augmentation des émissions globales de GES; la concurrence sur la terre pour la production d'aliments pour animaux peut limiter la disponibilité des ressources pour produire de la nourriture; l'émergence ou la propagation de maladies animales transfrontières peuvent menacer la santé publique; la promotion d'un secteur plus compétitif avec des niveaux plus élevés de concentration du marché limitera probablement la capacité des petits producteurs à participer aux marchés; Toutes ces questions sont liées à la nécessité de réduire les effets négatifs de la production animale sur la biodiversité et l'environnement, afin d'arrêter l'utilisation abusive des antimicrobiens dans la santé publique des animaux.

En d'autres termes, l'amélioration de la contribution de l'élevage aux ODD nécessitera une profonde transformation du secteur. Cela impliquera, entre autres, de regarder au-delà des politiques et des investissements spécifiques à l'élevage. Il faudra élaborer des stratégies pour éliminer les obstacles qui empêchent les éleveurs pauvres d'avoir accès aux moyens de production et aux services ruraux; permettre aux prix ASF de mieux refléter les externalités négatives; renforcer les organisations d'élevage, en mettant l'accent sur les petits producteurs ainsi que sur leurs associations et coopératives. Cela signifie que les efforts visant à accroître la productivité doivent être axés sur les petits producteurs; et que les services de vulgarisation doivent être plus sensibles au genre. L'institutionnalisation de la planification dans la prévention des maladies de routine, y compris l'adoption généralisée des approches One Health, est également importante. La réforme du commerce, l'investissement dans les infrastructures, un meilleur accès aux ressources

financières, l'innovation technologique et le développement institutionnel sont également essentiels, tandis que les marchés du bétail doivent être plus transparents et efficaces.

**Il y a quelques années, l'élevage fut accusé de contribuer massivement à la dégradation de l'environnement. Le constat est aujourd'hui beaucoup plus nuancé et les effets positifs des pratiques durables en élevage commencent à être reconnues. La FAO facilite deux partenariats importants : le Programme d'action mondial pour un développement durable de l'élevage et le Partenariat pour l'évaluation et la performance environnementale de l'élevage (LEAP). Quels sont les objectifs, les moyens et les actions de ces partenariats ?**

#### *Partenariat LEAP*

Le partenariat LEAP (partenariat pour l'évaluation et la performance environnementales de l'élevage) est une initiative multipartite qui s'attache à améliorer la performance environnementale des chaînes d'approvisionnement de l'élevage, tout en assurant leur viabilité économique et sociale.

Le partenariat LEAP élabore des lignes directrices et des méthodes exhaustives pour l'analyse de la performance environnementale des chaînes d'approvisionnement du secteur de l'élevage, l'objectif étant de pouvoir formuler des mesures et des stratégies fondées sur des données probantes.

Le Comité de pilotage du partenariat LEAP se compose de trois groupes de parties prenantes : gouvernements, secteur privé et organisations de la société civile (OSC) et organisations non gouvernementales (ONG). Le Comité assure la direction générale du partenariat et en approuve le programme de travail. L'élaboration des lignes directrices par LEAP est conduite par des groupes techniques consultatifs (TAG) rassemblant des experts issus des milieux académiques, du secteur privé, des OSC et des ONG. Avant leur publication, les lignes directrices sont soumises à un processus de révision par le comité de pilotage de LEAP, des experts indépendants et le public.

Détail des résultats et activités

LEAP 1 (programme de travail 2012-2015)

Activités complétées

Quatre documents publiés (version 1) fournissant des lignes directrices pour l'évaluation environnementale et des émissions de GES des chaînes d'approvisionnement suivantes : aliments du bétail, petits ruminants, volailles, gros ruminants, porcines

Principes méthodologiques pour l'évaluation de l'impact de l'élevage sur la biodiversité et revue des indicateurs et méthodes d'évaluation de la biodiversité

Notes méthodologiques présentant les objectifs et l'approche méthodologique des lignes directrices produites par LEAP

Base de données mondiale des émissions de GES liées aux cultures fourragères (maïs, blé, orge, soja et manioc)

LEAP + (programme de travail 2016-2018)

Activités en cours

Lignes directrices et méthodologie pour la comptabilisation des cycles de nutriments et pour l'évaluation (a) du potentiel d'eutrophication et d'acidification, et (b) de l'efficacité d'utilisation des nutriments.

Lignes directrices et méthodologie pour l'évaluation (a) de l'empreinte hydrique, et (b) de l'efficacité d'utilisation de l'eau

Lignes directrices et méthodologie pour la comptabilisation des changements de stock de carbone du sol dans les prairies et parcours

Lignes directrices et indicateurs clés pour l'évaluation de l'impact de l'élevage sur la biodiversité

Mise à l'épreuve des lignes directrices de LEAP 1

Lignes directrices sur les additifs alimentaires permettant d'inclure les nuisances et bénéfiques environnementaux associés à l'utilisation des additifs alimentaires dans les évaluations des chaînes d'approvisionnement de l'élevage

**A l'heure où les partenariats public-privé sont de plus en plus nécessaires dans les politiques de développement, quelle appréciation portez-vous sur ces partenariats en matière d'élevage et de santé animale ?**

*L'élevage et l'Agenda 2030 pour le développement durable*

Nous traversons une période de défis immenses: une personne sur huit dans le monde vit dans l'extrême pauvreté; 815 millions de personnes dans le monde sont sous-alimentées; 1,3 milliard de tonnes de nourriture sont gaspillées chaque année; six millions d'enfants meurent avant leur cinquième anniversaire chaque année; 202 millions de personnes sont sans emploi; trois milliards de personnes dépendent du bois, du charbon, du charbon de bois ou des déchets animaux pour cuisiner et se chauffer; nos sols, l'eau douce, les océans, les forêts et la biodiversité se dégradent rapidement; et le changement climatique met encore plus de pression sur les ressources dont nous dépendons, perturbant les économies nationales et gâchant la vie de nombreuses personnes. Pendant des décennies, le débat sur l'élevage a concentré son attention sur la façon de produire plus de moins pour nourrir 9,7 milliards de personnes d'ici 2050. Cependant, le Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030 a ajouté une dimension nouvelle et élargie au débat. Il a détourné l'attention du débat de la promotion d'une production durable en soi, à l'amélioration de la contribution du secteur à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Nous travaillons avec le secteur privé car il joue un rôle majeur dans le domaine de l'élevage aussi bien à l'échelle d'un pays qu'à l'échelle mondiale.

**En termes de santé animale, des progrès énormes ont été réalisés ces dernières années notamment grâce à l'action multilatérale concertée (cf encart sur la PPR). Dans le même temps, des maladies comme la grippe aviaire se sont étendues, d'autres sont apparues, faisant de nombreux dégâts chez les éleveurs et ébranlant la confiance des consommateurs. Comment analysez-vous la situation sanitaire mondiale ?**

Les effets de la mondialisation et l'intensification de la production animale couplés avec ceux des changements climatiques contribuent à exacerber les menaces transfrontalières et l'émergence des maladies

qui compromettent la santé publique, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et les moyens de subsistance.

La situation sanitaire mondiale reste marquée par la présence des virus de l'influenza A dans de nombreux pays en Afrique, Asie et Europe. Différents sous-types sont en circulation mais les plus préoccupants restent les "influenza hautement pathogènes" comme par exemple le H5N1 qui s'attaque aux volailles et est transmissible aux humains. Il faut aussi noter que les sous-types "légèrement pathogènes" (H5N3, H9N2 etc) peuvent muter et devenir hautement pathogènes. Il y a aussi des souches plus pathogènes chez les humains que chez la volaille. C'est le cas de H7N9 qui sévit actuellement en Chine. Ces pathologies font l'objet d'une surveillance continue à laquelle s'emploie la FAO en collaboration avec d'autres partenaires.

Nous travaillons en étroite collaboration avec l'OIE et l'OMS dans le cadre de la Tripartite sur un nombre de thématiques comme :

La grippe aviaire et maladies émergentes et ré-émergentes (ex. Syndrome Respiratoire du Moyen Orient à coronavirus – MERS-CoV, Fièvre de la Vallée du Rift, etc)

Les zoonoses endémiques comme la rage et la tuberculose

La résistance aux antimicrobiens

La sécurité sanitaire mondiale et programmes associés notamment ce qu'on appelle en anglais la GHSA et les missions d'évaluation externe (JEE) et le développement des plans d'action nationaux pour la sécurité sanitaire

Pour toutes ces thématiques nous reconnaissons l'interdépendance de la santé des êtres humains, la santé des animaux et la santé de l'environnement et par conséquent l'importance de l'approche « Une seule santé » pour combattre les risques et menaces sanitaires à l'interface Homme-animal et environnement. En tirant parti de l'expertise de secteurs et de disciplines multiples et des relations de collaboration nouées entre ceux-ci, nous pouvons, ensemble sauver des vies et assurer notre subsistance.

Concernant les maladies transfrontalières qui ont un impact sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et le commerce je voudrais signaler :

La **Peste des petits ruminants** (PPR) sévit dans plus de 70 pays en Afrique, en Asie, au Moyen Orient et en Turquie. La Géorgie qui avait déclaré la maladie en janvier 2016 s'en est ensuite débarrassée. Apparue pour la première fois en Mongolie en septembre 2016, la PPR a occasionné beaucoup de mortalités au niveau des ovins et des caprins avant de passer au niveau de la faune sauvage notamment les antilopes 'saiga', une espèce protégée, dont la moitié de la population a été décimée. Le programme mondial d'éradication de la PPR mis en œuvre par la FAO et l'OIE, en collaboration avec les pays infectés et leurs organisations régionales, vise à éradiquer la maladie de la planète d'ici 2030. Un Secrétariat conjoint FAO OIE établi au siège de la FAO à Rome en assure la coordination. La FAO investit déjà ses propres ressources pour appuyer les pays concernés à faire face à cette maladie qui impacte la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que les revenus de populations généralement les plus pauvres. Avec le travail engagé, nous espérons stopper sa progression et progressivement l'éradiquer dans les zones endémiques.

La **fièvre aphteuse** reste également un sujet de préoccupation majeure car endémique dans certaines parties de l'Asie et la majeure partie de l'Afrique et du Moyen-Orient. Comme vous le savez elle est éradiquée de l'Europe et la majorité des pays d'Amérique du Sud sont reconnus comme étant indemnes de fièvre aphteuse avec ou sans vaccination.

Les **maladies vectorielles** comme la fièvre de la Vallée du Rift, la fièvre catarrhale du mouton et la dermatose nodulaire contagieuse ou LSD retiennent toute notre attention.

Depuis l'année dernière, on a observé une hausse des cas de **fièvre de la vallée du Rift** en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest. La fièvre catarrhale du mouton est présente dans de nombreuses régions en Afrique, dans les Amériques, en Asie, en Europe et en Océanie.

La **dermatose nodulaire contagieuse**, endémique en Afrique sub-saharienne depuis plusieurs années a fait son

apparition en Europe en 2015 en Grèce. En un an, la maladie a touché plusieurs pays des Balkans : Bulgarie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Albanie, Kosovo, Monténégro, Serbie. Des efforts coordonnés et l'utilisation de la vaccination ont permis de contrôler la maladie dans ces pays. En 2017, trois pays, Grèce, Albanie et Turquie, continuent d'enregistrer la maladie. Elle est également signalée en Russie et en Kazakhstan.

La **peste porcine africaine** (PPA) longtemps localisée en Afrique est maintenant présente en Europe de l'Est, Caucase et Russie (région de Sibérie).

**La question de l'antibiorésistance est devenue l'une des préoccupations internationales de premier plan. Quelle est l'action de la FAO en la matière ?**

L'impact des menaces sur la santé mondiale est amplifié par le niveau croissant de résistance des agents pathogènes (bactéries, virus, parasites etc) aux antimicrobiens s comme les antibiotiques, les antiviraux etc. On estime que 700,000 personnes meurent annuellement des suites d'infections résistantes aux médicaments. Sans une action mondiale, toutes les vies et tous les moyens de subsistance pourraient être menacés.

**La FAO aborde la résistance aux antimicrobiens dans tous les secteurs agricoles, y compris l'environnement**

L'utilisation inadéquate d'antimicrobiens chez les humains et les animaux augmente le problème de la résistance. En même temps, l'environnement a un grand rôle à jouer dans l'écologie et la transmission des bactéries RAM.

Les antibiotiques et les agents antimycotiques sont utilisés dans la production végétale pour traiter les infections bactériennes et mycotiques, respectivement. De cette façon, les antimicrobiens sont dispersés directement dans l'environnement. De plus, bon nombre des antimicrobiens administrés aux humains et aux animaux sont excrétés, sans dégradation ni métabolisme, et ils contaminent l'environnement à cause des eaux usées et du fumier animal.

Les installations de fabrication de médicaments antimicrobiens ajoutent également des résidus dans les eaux naturelles.

Les résidus d'agents antimicrobiens dans l'environnement peuvent exacerber le problème - leur présence entraîne une force sélective de croissance de la population résistante.

C'est pourquoi la FAO s'emploie à lutter contre la résistance aux antimicrobiens dans tous les secteurs, y compris dans l'environnement.

La FAO collabore activement avec l'OMS et l'OIE dans le cadre de l'accord Tripartite pour promouvoir une action mondiale contre la résistance aux antimicrobiens.

La FAO joue un rôle clé en soutenant les gouvernements, producteurs, négociants et autres parties prenantes à adopter des mesures visant une utilisation judicieuse des antimicrobiens et empêcher le développement de résistance. Grâce à son expertise multidisciplinaire, la FAO favorise une approche holistique de la «chaîne alimentaire» et l'approche «Une seule santé» travaillant en étroite collaboration avec les différents acteurs pour soutenir les meilleures pratiques pour prévenir les risques de résistance aux antimicrobiens

**Le plan d'action de la FAO sur la résistance aux antimicrobiens, qui est en ligne avec le plan mondial de lutte contre la résistance microbienne (développé par l'OMS en étroite collaboration avec la FAO et l'OIE) est axé sur la sensibilisation et la promotion de bonnes pratiques pour une agriculture durable afin de lutter contre la résistance aux antimicrobiens et de promouvoir l'utilisation responsable des antimicrobiens.**

**La FAO aide les pays à évaluer leur préparation à la résistance aux antimicrobiens et à renforcer leur capacité à contenir la résistance aux antimicrobiens et à garantir l'utilisation responsable des antimicrobiens dans l'alimentation et l'agriculture**

A cet effet, la FAO est en train d'élaborer un outil pour une gestion progressive de la résistance aux antimicrobiens à même d'aider les pays à autoévaluer leurs progrès dans la mise en œuvre de leurs plans nationaux. Il existe également une plateforme mondiale qui donne accès à des outils et des matériaux existants et nouveaux pour guider les processus de gouvernance et

la mise en œuvre des activités de lutte contre la résistance antimicrobienne.

La FAO est aussi en train d'élaborer et de déployer un nouvel outil d'aide à l'auto-évaluation des capacités nationales de surveillance et fournit des orientations sur les méthodologies de surveillance. L'outil d'évaluation de la FAO pour les laboratoires et les systèmes de surveillance antimicrobienne (ATLASS) est utilisé pour évaluer les systèmes et les laboratoires nationaux de surveillance de la résistance aux antimicrobiens afin d'identifier les lacunes en matière d'investissement ou d'amélioration. Cet outil a été expérimenté au Kenya, au Ghana, en Tanzanie, au Sénégal, au Vietnam, au Cambodge, en Indonésie, en Thaïlande et en République démocratique populaire lao. Avec un soutien suffisant, cet outil peut être utilisé dans le monde entier.

La FAO élabore également des lignes directrices pour le diagnostic en laboratoire des aliments et des animaux afin de promouvoir une approche harmonisée dans les pays à revenu faible et intermédiaire, qui sont touchés de manière disproportionnée par les maladies infectieuses et particulièrement vulnérables aux conséquences de la résistance aux antimicrobiens. Ces lignes directrices sont compatibles avec les recommandations de surveillance de la population humaine (en particulier le Système mondial de surveillance de la RAM de l'OMS - GLASS) afin de garantir la comparabilité des données entre les secteurs. Les lignes directrices sont également alignées sur le Code sanitaire pour les animaux terrestres de l'OIE. Ce projet rassemble des protocoles normalisés publiquement disponibles dans un document de référence.

Pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens, les pays doivent savoir où et comment les antimicrobiens sont utilisés. La FAO élabore des directives pour aider les pays à développer leur propre approche et des systèmes de collecte de données sur l'utilisation des antimicrobiens (UAM) au niveau de l'exploitation - en fonction des capacités nationales et de la disponibilité des données. L'objectif est de soutenir des interventions ciblées sur la fourniture de données au niveau national pour la base de données mondiale de l'OIE sur l'utilisation des antimicrobiens chez les animaux.

La FAO soutient également les pays dans l'élaboration de leurs plans d'action nationaux sur les antimicrobiens à travers (i) la réalisation d'évaluations de leurs situations de base et de leurs capacités techniques, (ii) l'adoption d'une approche participative et multisectorielle, (iii) la création de groupes de travail inter-institutions intégrant la santé publique et le secteur agricole et vétérinaire ; (iv) le soutien technique pour la mise en œuvre des activités etc.

En outre, la FAO a développé un outil pour une gestion progressive de l'antibiorésistance à même d'aider les pays à autoévaluer leurs progrès dans la mise en œuvre de leurs plans nationaux. Il existe également une plateforme mondiale qui donne accès à des outils et des matériaux existants et nouveaux pour guider les processus de gouvernance et la mise en œuvre des activités de lutte contre la résistance antimicrobienne.

La FAO élabore également des directives d'examen de la législation et des politiques pour aider les pays à évaluer leurs politiques et législations existantes sur l'utilisation des antimicrobiens et la résistance aux antimicrobiens.

Enfin, je voudrais signaler que la FAO est membre du groupe de coordination inter-institutions sur la résistance aux antimicrobiens (coprésidé par la Vice-secrétaire générale de l'ONU et l'OMS) mis en place en 2016 par le secrétaire général de l'ONU pour combattre la résistance aux antimicrobiens et apporter des conseils pour cet effort mondial.

**Enfin, comment évaluez-vous la situation sanitaire de la région méditerranéenne, région qui est soumise actuellement à de nombreux bouleversements sociaux-politiques sur les côtés Est et Sud en particulier ? Quelles ont les menaces et les opportunités qui pèseront sur son évolution ?**

La situation sanitaire dans la région méditerranéenne est contrastée. Il y a d'un côté les pays au nord de la méditerranée où la plupart des maladies animales majeures telles que la fièvre aphteuse et la PPR, sont éradiquées et ceux du sud qui continuent à payer un lourd tribut due à la présence de telles affections qui menacent toujours la région en entier. Des études ont montré que la présence de maladies transfrontalières en Afrique du nord ou au Moyen Orient continuent un

risque pour les pays au nord de la Méditerranée du fait des mouvements illégaux d'animaux vivants.

Comme indiqué précédemment, la dermatose nodulaire contagieuse et la fièvre catarrhale du mouton sont deux maladies en nette progression. La brucellose, la rage, la clavelée et la variole caprine présentes au sud et à l'est de la méditerranée. La grippe aviaire est endémique en Egypte et menace tous les pays de la région.

Il est intéressant de noter qu'entre les deux régions, il y a une collaboration étroite dans le domaine de la santé animale notamment dans le cadre du REMESA (Réseau méditerranéen de santé animale). Ce réseau créé en 2009 regroupe des pays de l'Afrique du Nord et les pays du sud de l'Europe. Actuellement, le réseau contient 15 pays de la région méditerranéenne. La FAO, comme l'OIE, appuie ce cadre de concertation et de coordination qui permet également un renforcement des capacités techniques en matière de surveillance épidémiologique, de diagnostic de laboratoire et d'analyse des risques notamment.

Aussi bien pour les maladies animales que pour l'antibiorésistance, la présence d'un système d'alerte précoce et de réponse efficace et rapide au niveau des pays est importante. La FAO s'emploie à aider les pays à bâtir de tels systèmes.

*Entretien conduit par Marie-Hélène Le Hénaff le 18 novembre 2017*

# Livestock and the SDGs: review of main linkages

## 17 Partnership for the goals

- Stakeholders of the livestock sector have come together to form the Global Agenda for Sustainable Livestock and recognize the UN SDGs in their strategy

## 1 No poverty

- Many rural poor rely on livestock
- Livestock provide 3 major pathways out of poverty: (1) securing assets, (2) improving productivity and (3) increasing market participation

## 16 Peace, justice & strong institutions

- Numerous conflicts in areas where access to land creates tensions between communities (e.g. pastoralists)
- Livestock can also be a threat to biosecurity

## 2 Zero hunger

- Food (energy and high value protein)
- Traction and fertilizer for crop production
- Income

## 15 Life on land

- The major part of land is used for livestock
- Livestock interacts with biodiversity through impacts on habitats, LUC, water & soil pollution, grassland species etc.
- Domestic animals are part of biodiversity

## 3 Good health & well being

- Essential micronutrients, especially for children, women and the elderly
- Majority of animal diseases could cause human pandemics
- Use of antimicrobial expected to rise in livestock
- Diseases limit livestock productivity

## 14 Life below water

- Livestock use large amounts of fishmeal, contributing to overexploitation of marine resources and loss of biodiversity
- Manure discharge can lead to eutrophication and hypoxic water conditions

## 4 Quality education

- A healthy diet is key to learning capacities (e.g. school milk programs)
- Livestock provides income which supports education

## 13 Climate action

- Poor livestock keepers are among the most vulnerable to climate change
- Livestock are responsible for a significant share of GHG emissions but have a large mitigation potential, through reduction of emissions intensity and soil carbon sequestration

## 5 Gender equality

- Majority of poor livestock keepers are women, especially with small ruminants and poultry
- Women have less access to resources (land, capital and services)

## 6 Clean water & sanitation

- Livestock use large amount of water
- They are a source of water pollution (e.g. nitrates)
- Water contaminated by livestock causes hygiene problems
- Livestock can contribute to protect water quality (grazing)

## 12 Responsible consumption & production

- Wastes and losses along livestock supply chains are high
- Rebalancing diets and the share of animal products can contribute to sustainability and health

## 7 Affordable & clean energy

- Livestock are an energy sink and source
- Recycling animal manure (e.g. biogas) provides an alternative to fossil fuels or wood

## 11 Sustainable cities & communities

- Hundreds of million of people in cities keep livestock
- Benefits for food security, nutrition, jobs creation
- Potential threat to health and sanitation
- Supports rural-urban linkages

## 8 Decent work & economic growth

- 40% of agricultural GDP is provided by livestock
- The sector is growing at a fast rate
- High rate of child labour and occupational hazards

## 10 Reduced inequalities

- Livestock are a source of income, create employment opportunities and provide market participation to poor rural households

## 9 Industry, Innovation & infrastructure

- Many people depend on livestock, including from jobs provided in the value chain (feed, processing, retailing)
- Small scale livestock keepers lack market access and inclusion

